

## Procès-verbal de la séance du 23 septembre 2014

### **Présents :**

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,  
D'Haese-Leuridan M., Echevins,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Vanderkel A.,  
Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Demoustiez A.,  
Dessilly V., Decoster C.,  
Egels E., Petit N., Conseillers,  
Gillard S., Directeur général.

**Excusé :** Pottiez P., Robette-Delputte F., Conseillers

-----

*Pour débiter la séance, la Présidente propose à l'Assemblée de respecter une minute de silence en la mémoire de Monsieur Jean Dieu, agent communal décédé ce 18 septembre 2014 à l'âge de 58 ans, et qui avait intégré le Service Chauffeurs de l'Administration communale voici maintenant 3 ans.*

*Consécutivement à cette annonce, la Présidente propose également de reporter le point 22 à la prochaine séance du Conseil communal. Le Conseil communal approuve cette proposition à l'unanimité.*

*Enfin, la Présidente précise à l'Assemblée qu'une erreur figurant dans le projet de délibération relatif au point 13, un projet de délibération corrigé a été élaboré et distribué à chaque membre du Conseil. L'erreur, consécutive à une confusion de l'entrepreneur et de l'architecte quant au montant estimé des travaux relevant de l'avenant 3 du Chantier de rénovation des sanitaires de l'Ecole de Masnuy-St-Jean, porte uniquement sur les chiffres présentés. Il conviendra par conséquent de considérer que l'avenant 3 présenté ce soir porte sur un montant de 9.377,34 € hors TVA ou 11.346,58 €, 21% TVA comprise, et non de 5.874,60 € hors TVA ou 7.108,26 €, 21% TVA comprise.*

-----

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 15 juillet 2014 – partie publique – approbation

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve le procès-verbal du 15 juillet 2014, partie publique, avec 17 pour et 2 abstentions.

-----

2. Finances – Situation de caisse au 5 septembre 2014 – information

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de la situation de caisse qui est arrêtée au montant de au montant de 1.025.452,63€ à la date du 05 septembre 2014.

-----

3. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre – modification budgétaire n° 1 de l’exercice 2014 – avis**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable sur la modification budgétaire n°1 de la Fabrique avec 17 pour et 2 abstentions.

4. **Finances – Contribution financière communale au budget 2014 de la Zone de police Sylle et Dendre – approbation par les autorités de tutelle, par un arrêté du 12 août 2014, de la délibération du 23 décembre 2013 du Conseil communal de Jurbise – information**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de l’information.

5. **Personnel – Modification du statut administratif et du règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : modification du prestataire chargé de la réalisation des contrôles médicaux en cas d’absence du personnel pour cause de maladie – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d’action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 17 juillet 2014 ;

Vu le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 17 juillet 2014 ;

Attendu qu’il est proposé de modifier le statut administratif et le règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin de remplacer le nom de l’actuel prestataire en charge des contrôles médicaux (*Medex*) par une dénomination plus anonyme, ne nécessitant plus d’adapter les documents communaux en cas de changement de prestataire ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif et au règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, et de remplacer le nom de l'actuel prestataire en charge des contrôles médicaux (*Medex*) par une dénomination plus anonyme, ne nécessitant plus d'adapter les documents communaux en cas de changement de prestataire.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

- 
6. **Personnel – Modification de l'article 131 bis du statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, relatif à l'interruption de carrière pour congé parental : droit du travailleur de demander un régime de travail ou un horaire de travail aménagé pour la période qui suit la fin de l'exercice de son congé parental – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 5 mai 2014 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 17 juillet 2014 ;

Attendu qu'il est proposé de modifier l'article 131 bis du statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin de corriger la durée de l'interruption de carrière susceptible d'être organisée dans le cadre du congé parental ;

Attendu qu'il est également proposé d'adapter ce même article, en mentionnant la faculté de demander un régime de travail ou un horaire de travail aménagé pour la période qui suit la fin de l'exercice du congé parental, conformément aux dispositions légales en vigueur ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'adopter les adaptations proposées à l'article 131 bis du statut administratif du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, en corrigeant la durée de l'interruption de carrière susceptible d'être organisée dans le cadre du congé parental, et en complétant ce même article en mentionnant la faculté de demander un régime de travail ou un horaire de travail aménagé pour la période qui suit la fin de l'exercice du congé parental.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

- 
7. **Personnel – Modification de l'article 79 du règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : suppression de la référence au régime de vacances du secteur privé pour les travailleurs contractuels et temporaires – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 5 mai 2014 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 17 juillet 2014 ;

Attendu qu'il est proposé de modifier l'article 79 du règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin de supprimer la mention erronée au régime de vacances annuelles du secteur privé et plus précisément la référence aux lois coordonnées du 28 juin 1971 ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'adopter les adaptations proposées à l'article 79 du règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, et de supprimer la mention erronée au régime de vacances annuelles du secteur privé, et plus précisément la référence aux lois coordonnées du 28 juin 1971.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----

8. **Personnel** – Modification du statut administratif (art. 161, 162 et 166) et du règlement de travail (art. 12 et 13) du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : modifications découlant de l'entrée en vigueur de la Loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis, le jour de carence ainsi que les mesures d'accompagnement – approbation

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 5 mai 2014 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 17 juillet 2014 ;

Attendu qu'il est proposé de modifier le statut administratif et le règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin de faire désormais référence, en matière de préavis (en cas de licenciement ou de démission), de rupture du contrat de travail, de jour de carence ou encore de clause d'essai, à la *Loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis, le jour de carence ainsi que les mesures d'accompagnement* ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif et au règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, afin de faire désormais référence, en matière de préavis (en cas de licenciement ou de démission), de rupture du contrat de travail, de jour de carence ou encore de clause d'essai, à la *Loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis, le jour de carence ainsi que les mesures d'accompagnement* .

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----

9. **Personnel – organisation d'un examen de recrutement statutaire d'un ouvrier qualifié D2 – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de recruter un Ouvrier qualifié à l'échelle barémique D2, qui intégrera le Service Travaux de l'Administration communale ;

Considérant que l'agent qui sera recruté sera essentiellement affecté à des missions de gestion du personnel ouvrier, de coordination et de contrôle du travail de ce même personnel ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la nomination d'un ouvrier qualifié D2, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de recrutement par appel restreint ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver l'organisation d'un examen de recrutement destiné à recruter un Ouvrier qualifié à l'échelle barémique D2, afin de renforcer le Service Travaux de l'Administration communale, et ce par la voie d'un examen de recrutement par appel restreint.

**Article 2.** - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

**Article 3.** - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

-----  
10. **Culture** – Demande d'occupation de la salle J. Galant, de la salle de l'Orangerie et de la zone bar du 30 avril au 3 mai 2015 par l'ASBL Promovins – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – **approbation**

*Monsieur Delhaye demande si la présente proposition découle de l'application du Règlement communal relatif à l'octroi de subventions, modifié lors de la précédente séance du Conseil communal. La Présidente lui répond par la négative.*

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du mardi 09 septembre 2014 ;

Attendu que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 01 mai 2015 de 17 à 22 h, le samedi 02 mai 2015 de 10h à 20h et le dimanche 03 mai 2015 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

Attendu que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses éditions précédentes, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 3.000 EUR en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2015 ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

**Décide par 15 voix favorables et 4 abstentions :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 01 mai 2015 de 17 à 22 h, le samedi 02 mai 2015 de 10h à 20h et le dimanche 03 mai 2015 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL **PROMOVINS**, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS.

**Article 2 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

**11. Travaux – MP 2014-16-SG-RP relatif à l'aménagement et à la rénovation de la salle des mariages et du Service Etat-civil / Population – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Aménagement et rénovation de la salle des mariages et du Service Etat-civil / Population de l'Administration communale" a été attribué à Atelier d'architecture 3A, rue des Tilleuls 2B à 7740 Warcoing ;

Considérant le cahier des charges N° 2014-16-SG-RP relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Atelier d'architecture 3A, rue des Tilleuls 2B à 7740 Warcoing ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 113.678,22 € HTVA ou 137.550,65 € TVAC (21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 104/723-60 (n° de projet 20140043), ainsi qu'en modification budgétaire n°1, et sera financé par un emprunt.

**DECIDE, avec 15 voix favorables et 4 abstentions :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2014-16-SG-RP et le montant estimé du marché "Aménagement et rénovation de la salle des mariages et du Service Etat-civil / Population de l'Administration communale", établis par l'auteur de projet, Atelier d'architecture 3A, rue des Tilleuls 2B à 7740 Warcoing. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 113.678,22 € HTVA ou 137.550,65 € TVAC (21% TVA).

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.



Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 104/723-60 (n° de projet 20140043), ainsi qu'en modification budgétaire n°1.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
12. **Travaux – Aménagement de trottoirs à la rue des Déportés (1<sup>ère</sup> Phase) – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhay demande des éclaircissements quant à l'objet précis de la première phase de ces travaux, éclaircissements que l'Echevin des Travaux lui apporte. La Présidente précise également que c'est l'auteur de projet désigné, à savoir le Hainaut Ingénierie Technique (HIT), qui a préconisé le phasage de ces travaux en deux temps.*

*Monsieur Delhay propose, en parallèle à ce projet, qu'une réflexion soit menée sur l'accessibilité à l'Ecole de Masnuy-St-Jean lorsque l'on vient de l'autre sens, à savoir depuis Masnuy Village, et émet l'idée d'axer cette réflexion sur le développement de la mobilité douce – ou sur les aménagements à envisager pour faciliter celle-ci : création de pistes cyclables, actions de sensibilisation, etc...*

*La Présidente prend acte de la proposition de Monsieur Delhay, mais rappelle que la priorité communale doit être axée sur l'accessibilité en provenance de l'autre sens (Masnuy Bruyères) au regard du nombre d'usagers faibles venant de ce côté.*

*Monsieur Delhay souhaite profiter du fait que la circulation aux abords des écoles communales est abordée, pour soumettre au Collège communal une question portant sur l'évaluation du système de dépose-minute instauré devant l'Ecole d'Erbisoeul durant les travaux de construction de la nouvelle Ecole. Toutefois, aucune question n'ayant été déposée par le groupe PS conformément aux dispositions du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, la Présidente ne souhaite rencontrer la demande de Monsieur Delhay.*

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 24 février 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement de trottoirs à la rue des déportés (1ère phase)" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU ;

Considérant le cahier des charges N° AC/1160/2014/0003 relatif à ce marché, établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 124.042,99 € hors TVA ou 150.092,02 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 42190/732-60 (n° de projet 20140027) et sera financé par emprunt ;

**DECIDE, avec 16 voix favorables et trois abstentions :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC/1160/2014/0003 et le montant estimé du marché "Aménagement de trottoirs à la rue des déportés (1ère phase)", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 124.042,99 € hors TVA ou 150.092,02 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 42190/732-60 (n° de projet 20140027).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. Travaux – Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean – avenant n°3 – approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 ;

Vu la décision du Collège communal du 24 juin 2013 relative à l'attribution du marché "Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean" à B. Construct, chaussée d'Enghien 31 à 7830 Silly pour le montant d'offre contrôlé de 99.632,13 € hors TVA ou 120.554,88 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2012-29-SG-RP ;

Vu la décision du Collège communal du 19 juin 2014 approuvant l'avenant n°1 pour un montant en plus de 6.205,71 € hors TVA ou 7.508,91 €, 21% TVA comprise, et la prolongation du délai de 7 jours calendriers ;

Vu la décision du Collège communal du 30 juin 2014 approuvant l'avenant n°2 pour un montant en plus de 3.175,00 € hors TVA ou 3.841,75 €, 21% TVA comprise, et la prolongation du délai de 5 jours calendriers ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications supplémentaires suivantes :

Travaux suppl.	+	€ 9.377,34
TVA		1.969,24
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>€ 11.346,58</b>

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 15 septembre 2014 ;

Considérant le rapport de l'auteur de projet daté du 15 septembre 2014 ;

Considérant que cet avenant est justifié de par la nécessité d'adapter l'installation électrique au droit des faux-plafonds, de renforcer la charpente en toiture afin que celle-ci soit à même de supporter les nouveaux faux-plafonds et de procéder au resserage de la maçonnerie au droit de la ventilation de la chaufferie ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux, Boulevard Léopold II 44 à 1080 Bruxelles ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 18,82 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 118.390,18 € hors TVA ou 143.252,12 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'adjudicataire demande une prolongation du délai de 7 jours calendriers ;

Considérant que l'adjudicataire s'engage à ne pas demander de dédommagement en raison de la prolongation ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20120055) et sera financé par emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver l'avenant 3 du marché "Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean" pour le montant total en plus de 9.377,34 € hors TVA ou 11.346,58 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - D'approuver la prolongation du délai de 7 jours calendriers.

Article 3. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20120055).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**14. Travaux - Lotissement Faussonne au chemin du Rissouris à Masnuy-Saint-Jean – équipements de voirie – modification du type de filets d'eau – approbation**

*L'Echevin des travaux ne prend pas part au vote.*

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la décision du Collège communal du 27 mai 2013 relative à l'octroi du permis de lotir demandé par Monsieur Meunier mandaté par Monsieur Faussonne, pour un bien situé au chemin du Rissouris à Masnuy-St-Jean (Réf n° Urbanisme F0311/53044/LAP3/2009.6) ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 février 2014 marquant son accord sur l'ouverture d'une nouvelle voirie dans le cadre du permis de lotir évoqué ci-avant ;

Considérant que l'exécution des travaux d'équipement de la voirie doit répondre aux conditions définies au projet ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution des travaux de voirie, de remplacer le filet d'eau axial en pavé de béton prévu initialement par un filet d'eau préfabriqué en béton ;

Attendu que cette adaptation ne sera source d'aucun supplément financier à charge de la Commune, mais constitue une simple adaptation des clauses techniques du CSCh ;

Vu l'avis favorable du Commissaire voyer en date du 4 septembre 2014 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le remplacement filet d'eau axial en pavé de béton prévu initialement par un filet d'eau préfabriqué en béton.

Article 2. - D'aviser le lotisseur de cette décision.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**15. Travaux – Désaffectation de véhicule communal (camion Renault du Service Voirie) - approbation**

**Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la vétusté constatée du camion de marque Renault, immatriculé JPL 598, faisant l'objet de la police d'assurance C13-201/2080.682/00, qui présente un kilométrage approchant les 500.000 kilomètres et nécessite de faire l'objet de réparations de plus en plus fréquentes ;

Attendu que l'Administration communale a procédé, le 7 novembre 2011, à l'acquisition d'un nouveau camion au bénéfice du Service Voirie, et que la continuité des activités du Service peut dès lors être garantie ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 25 août 2014 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : d'approuver la désaffectation du camion de marque Renault, immatriculé JPL 598, faisant l'objet de la police d'assurance C13-201/2080.682/00, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

**Article 2** : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

-----  
**16. Question(s) orale(s)**

*Aucune question n'ayant été introduite, la Présidente déclare le huis clos.*

-----  
**Huis clos**  
-----

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,  
Stéphane GILLARD

La Bourgmestre,  
Jacqueline GALANT